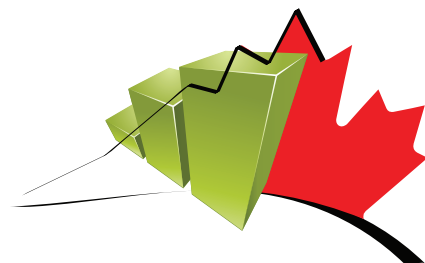


Rapports économiques et sociaux

Développements récents de l'économie canadienne : automne 2024



par Guy Gellatly et Carter McCormack

Date de diffusion : le 23 octobre 2024



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- | | |
|---|----------------|
| • Service de renseignements statistiques | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur | 1-514-283-9350 |

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « [Normes de service à la clientèle](#) ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de l'Industrie, 2024

L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

This publication is also available in English.

Développements récents de l'économie canadienne : automne 2024

par Guy Gellatly et Carter McCormack

DOI : <https://doi.org/10.25318/36280001202401000001-fra>

Résumé

Le présent article offre un résumé intégré des récents changements survenus dans la production, les prix à la consommation, l'emploi et les finances des ménages. Il met en relief les variations observées dans les données économiques au cours de la première moitié de 2024 et des mois d'été. L'article traite également de la façon dont les conditions économiques ont évolué en fonction de la hausse des coûts d'emprunt.

Le rapport repose sur des données accessibles au public en date du 27 septembre 2024. Des renseignements mensuels sur l'évolution des marchés gouvernementaux, commerciaux et financiers sont disponibles à la page [Nouvelles économiques canadiennes](#) (Statistique Canada, s.d.). Un module de données intégré conçu pour appuyer l'analyse des conditions économiques actuelles, lequel comprend des résumés mensuels pour certains indicateurs économiques, est également accessible sur le site [Outil de suivi de l'économie canadienne](#) (Statistique Canada, s.d.). Des présentations sur certains sujets, y compris sur les récentes tendances liées à l'inflation, à la croissance, à la productivité et à la dette des ménages, sont accessibles dans la [Série de présentations de Statistique Canada sur l'économie, l'environnement et la société](#) (Statistique Canada, s.d.).

Cet article est le dernier d'une série d'articles portant sur les enjeux et les possibilités qui façonnent actuellement le paysage économique du Canada. Pour en savoir davantage, voir les articles intitulés « [De la recherche aux connaissances : défis et occasions en matière d'innovation, d'adoption de technologies et de productivité](#) », « [Le produit intérieur brut par habitant du Canada : regard sur un retour à la normale](#) » et « [Le logement, le patrimoine et la dette : comment les jeunes Canadiens s'adaptent-ils aux pressions financières et immobilières actuelles?](#) ».

Auteurs

Guy Gellatly et Carter McCormack travaillent à la Division de l'analyse stratégique, des publications et de la formation au sein de Direction des études analytiques et de la modélisation de Statistique Canada.

Aperçu

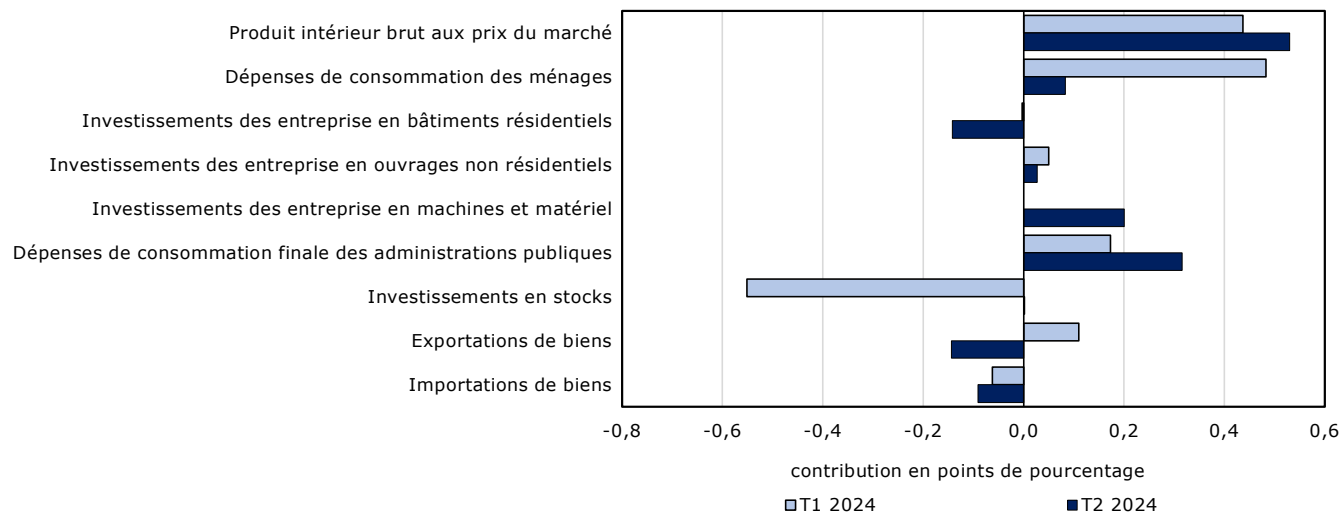
L'activité économique a augmenté à un rythme modéré au cours du premier semestre de 2024, l'augmentation des dépenses des ménages, de l'investissement non résidentiel des entreprises et des dépenses de consommation des administrations publiques ayant soutenu la croissance. L'accroissement de l'activité dans le secteur public a stimulé la production à l'échelle de l'économie au cours du premier semestre, tandis que la croissance de l'extraction de pétrole et de gaz a soutenu la reprise de la production de biens vers le milieu de l'année. La croissance de l'emploi dans le secteur privé a ralenti alors que le taux de chômage a augmenté. La productivité du travail des entreprises a continué de diminuer.

Le taux d'inflation globale a diminué et est demeuré sous la barre des 3 % tout au long du premier semestre alors que la croissance du prix de nombreux produits de consommation a ralenti. Les variations annuelles des prix des biens durables de consommation sont devenues négatives, tandis que l'augmentation des coûts d'intérêt hypothécaire et des prix de location a continué d'exercer une pression à la hausse sur le taux global. L'inflation des prix à la consommation a ralenti au cours des mois estivaux pour s'établir à 2 %, soit au point médian de la fourchette cible de l'inflation de la Banque du Canada en août. Les pressions sur l'accessibilité au logement sont légèrement améliorées au cours de la première moitié, tandis que la croissance du revenu des ménages a été à l'origine de l'allègement des obligations au titre du service de la dette. Le ratio de la dette des ménages sur le marché du crédit au revenu disponible a poursuivi sa tendance à la baisse et les emprunts hypothécaires ont augmenté à un rythme modéré.

Les dépenses des administrations publiques et l'investissement non résidentiel des entreprises soutiennent la croissance

Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 0,5 % au deuxième trimestre, après avoir progressé de 0,4 % au premier trimestre. L'augmentation des dépenses de consommation des administrations publiques et la croissance de l'investissement des entreprises dans les bâtiments non résidentiels ont contribué à la hausse globale, tandis que la baisse des volumes d'exportation et des investissements dans le logement a fait baisser la croissance (graphique 1). Le PIB réel au deuxième trimestre était supérieur de 0,9 % à celui du deuxième trimestre de 2023.

Graphique 1 Contributions à la croissance due PIB réel, certaines composantes



Notes : Les données sur le produit intérieur brut sont des taux de croissance trimestriels; toutes les autres données sont des contributions en points de pourcentage aux taux de croissance trimestriels du PIB réel.

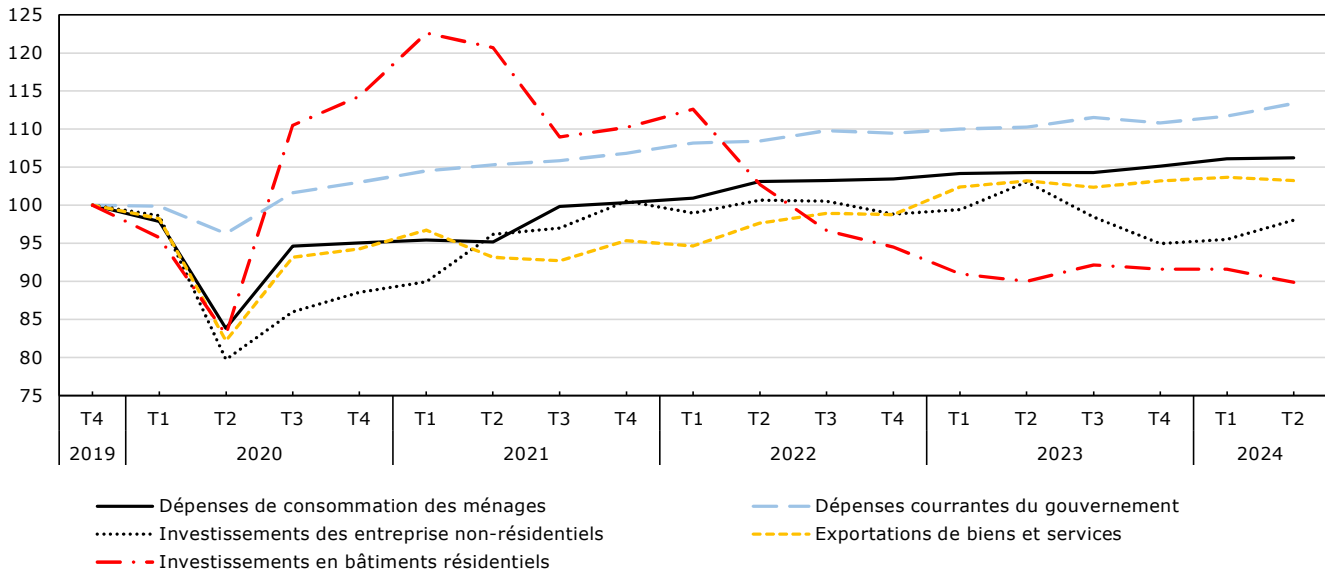
Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0104-01.

Les dépenses de consommation des administrations publiques ont augmenté de 1,5 % au deuxième trimestre. Il s'agit de la plus forte hausse trimestrielle depuis le début de la pandémie. La hausse des salaires a contribué à cette augmentation, les heures travaillées ayant augmenté dans tous les ordres de gouvernement. Les dépenses de consommation des administrations publiques ont enregistré une hausse au cours de trois des quatre derniers trimestres et elles étaient en hausse de 2,8 % par rapport à un an plus tôt.

L'investissement non résidentiel des entreprises a augmenté pour un deuxième trimestre consécutif après avoir affiché une baisse au cours de la dernière moitié de 2023 (graphique 2). Les dépenses combinées des entreprises en ouvrages non résidentiels et en machines et matériel ont augmenté de 2,7 % au deuxième trimestre après avoir affiché une hausse de 0,6 % au premier trimestre. L'investissement en machines et matériel a augmenté de 6,5 %, la première hausse à survenir en quatre trimestres, les dépenses en aéronefs et autre matériel de transport ayant affiché une augmentation. La hausse a coïncidé avec une croissance des importations d'aéronefs et de navires. Les dépenses en camions, en autobus et en autre équipement de transport ont affiché une reprise après avoir enregistré une baisse au premier trimestre. Inversement, les dépenses en machines et en matériel industriel ont diminué de 3,8 %, ce qui a plus que compensé la hausse observée au début de l'année.

Graphique 2 Produit intérieur brut réel, agrégats sélectionnés

indice (T4 2019=100)



Note : T1=premier trimestre.

Source : Statistics Canada, table 36-10-0104-01.

L'investissement en ouvrages non résidentiels a augmenté de 0,5 % au deuxième trimestre, après avoir augmenté de 0,9 % au premier trimestre. L'augmentation des dépenses en ouvrages de génie a soutenu la hausse. L'ampleur de cette augmentation a cependant été atténuée par la réduction des dépenses en ouvrages non résidentiels. L'investissement des entreprises en produits de la propriété intellectuelle a augmenté pour un troisième trimestre consécutif, principalement en raison de l'augmentation des dépenses en prospection minière et en évaluation.

La hausse des dépenses des entreprises en immobilisations non résidentielles au cours du premier semestre de 2024 n'a compensé qu'en partie les baisses importantes observées durant la deuxième moitié de l'an dernier. Les dépenses combinées en ouvrages non résidentiels et en machines et matériel ont diminué de 4,9 % par rapport au niveau du même trimestre de 2023 et étaient inférieures d'environ 20 % aux niveaux record enregistrés à la fin de 2014.

Les consommateurs ont contribué dans une moins grande mesure à la croissance au cours du deuxième trimestre. Les dépenses des ménages ont augmenté de 0,2 %, après avoir augmenté de 0,9 % au premier trimestre. La hausse des dépenses au chapitre des services de base du ménage, y compris les services publics, les combustibles et les frais de location, a été atténuée par les dépenses moins élevées pour les nouveaux camions, fourgonnettes et véhicules utilitaires sport, qui ont affiché un repli pour la première fois en huit trimestres. Les dépenses globales des ménages au deuxième trimestre étaient supérieures de 1,9 % à celles du deuxième trimestre de 2023.

Les volumes d'exportation ont baissé au deuxième trimestre après avoir affiché une augmentation en début d'année. Les exportations de marchandises ont baissé de 0,6 %, car la baisse des livraisons de métaux précieux a eu une incidence sur les volumes des exportations. Les livraisons des voitures particulières et des camions légers ont baissé pour un quatrième trimestre de suite, tandis que la hausse des exportations de pétrole brut et de bitume a compensé en partie la baisse. Les exportations de services étaient essentiellement inchangées au deuxième trimestre après avoir affiché une hausse de 0,8 % au premier trimestre. Les volumes totaux d'exportation au deuxième trimestre sont demeurés à peu près inchangés par rapport au deuxième trimestre de 2023.

Les volumes d'importations de marchandises ont augmenté de 0,3 % au deuxième trimestre après avoir affiché une hausse de 0,2 % au premier trimestre. Cette hausse a été dominée par l'augmentation des importations de véhicules automobiles et de pièces pour véhicule automobile, tandis que les importations de produits en métal et de produits minéraux non métalliques se sont également accrues. La diminution des livraisons de machines et de matériel industriels de même que de produits pétroliers raffinés a eu une incidence sur les volumes d'importation, tandis que les importations de services ont diminué pour un deuxième trimestre d'affilée. Les volumes d'importation totaux au deuxième trimestre ont peu varié (+0,1 %) comparativement à 12 mois plus tôt.

L'investissement en logements s'est contracté au deuxième trimestre après être demeuré à peu près inchangé au premier trimestre. La baisse observée au deuxième trimestre (-1,9 %) constitue la baisse trimestrielle la plus marquée au niveau de l'investissement dans les logements depuis le premier trimestre de 2023. La construction résidentielle neuve a baissé de 1,6 % au deuxième trimestre après avoir affiché une baisse de 0,4 % au premier trimestre. Cela fait suite à des hausses consécutives de la construction de nouveaux logements au cours de la deuxième moitié de 2023. Sur une base annuelle, les mises en chantier étaient semblables au cours de ces deux semestres, s'étant chiffrées à 248 000 en moyenne au cours des six premiers mois de 2024.

L'activité sur le marché de la rénovation a continué de baisser de façon constante au cours du premier semestre et a diminué pendant huit des neuf derniers trimestres. Les coûts de transfert de propriété, qui rendent compte du volume d'activité sur les marchés de la revente, ont affiché une baisse de 1,1 % après avoir augmenté en début d'année lorsque l'activité de revente de maisons a repris en Ontario, en Colombie-Britannique et au Québec. Les coûts de transfert de propriété au deuxième trimestre ont diminué d'environ un tiers par rapport aux niveaux observés au début de 2022 avant la forte hausse des taux d'intérêt.

La croissance du revenu des ménages, mesurée en dollars courants, a augmenté de façon constante au cours de la première moitié de l'année. Le revenu disponible des ménages a augmenté de 1,5 % au deuxième trimestre, après avoir augmenté de 1,7 % au premier trimestre. En raison du ralentissement de la croissance des revenus de placements, l'augmentation du revenu est surtout attribuable aux salaires et traitements. Le taux d'épargne des ménages a augmenté pour se fixer à 7,2 % et est deux fois et demie supérieur à son niveau de référence observé avant la pandémie. Les ménages ont ajouté 25,9 milliards de dollars en devises et en dépôts à leurs avoirs au deuxième trimestre.

Le PIB réel par habitant a poursuivi sa tendance à la baisse au premier semestre de 2024, alors que la croissance démographique, sous l'effet de l'immigration temporaire et permanente, a dépassé la croissance économique. La croissance par habitant a affiché une légère baisse de 0,2 % au premier trimestre et de 0,1 % au deuxième trimestre. Des baisses ayant été observées au cours de sept des huit derniers trimestres, le PIB réel par habitant au deuxième trimestre était inférieur de 2,8 % au niveau de référence observé avant la pandémie. Les dépenses de consommation finale des ménages, mesurées par habitant, ont diminué au cours de six des huit trimestres précédents.

Le revenu intérieur brut (RIB) réel, une mesure du pouvoir d'achat de la production intérieure, a augmenté de 0,5 % au deuxième trimestre, les termes de l'échange n'ayant presque pas varié. Le RIB réel a stagné durant le premier trimestre, la croissance des revenus de la production ayant été neutralisée par une baisse importante des termes de l'échange.

La productivité des entreprises continue de diminuer

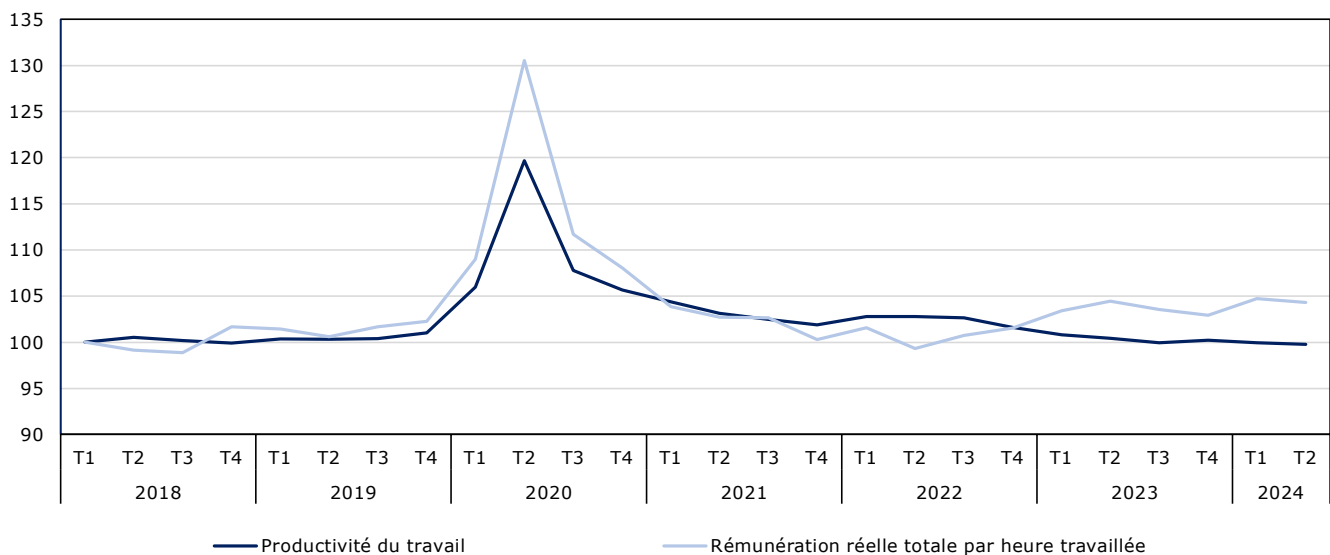
La productivité du travail des entreprises, une mesure du volume de biens et de services produits par heure travaillée, a poursuivi sa tendance à la baisse au cours de la première moitié de l'année, ayant diminué de 0,3 % au premier trimestre et de 0,2 % au deuxième trimestre. La productivité a diminué au cours de sept des huit derniers trimestres, tandis que la rémunération réelle totale par heure travaillée a augmenté en raison de la baisse des pressions inflationnistes (graphique 3)¹. La productivité des entreprises au deuxième trimestre était inférieure de 1,2 % à son niveau de référence d'avant la pandémie².

Les coûts unitaires nominaux de main-d'œuvre, lesquelles mesurent les paiements aux travailleurs requis pour produire une unité de production, ont continué d'augmenter au cours de la première moitié de l'année et étaient d'environ un quart supérieur aux niveaux observés avant la pandémie.

Graphique 3

Productivité du travail et la rémunération réelle totale par heure travaillée

indice (T1 2018=100)



Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0206-01.

- 1 Pour obtenir un contexte sur le calcul de la rémunération réelle totale par heure travaillée, veuillez consulter [Rémunération réelle et productivité au cours de la pandémie de COVID-19](#).
- 2 Pour une analyse des dernières tendances liées à l'innovation, à l'utilisation de la technologie et à la productivité, veuillez consulter [De la recherche aux connaissances : défis et occasions en matière d'innovation, d'adoption de technologies et de productivité](#).

La croissance de la production observée dans l'ensemble de l'économie menée par l'activité du secteur public

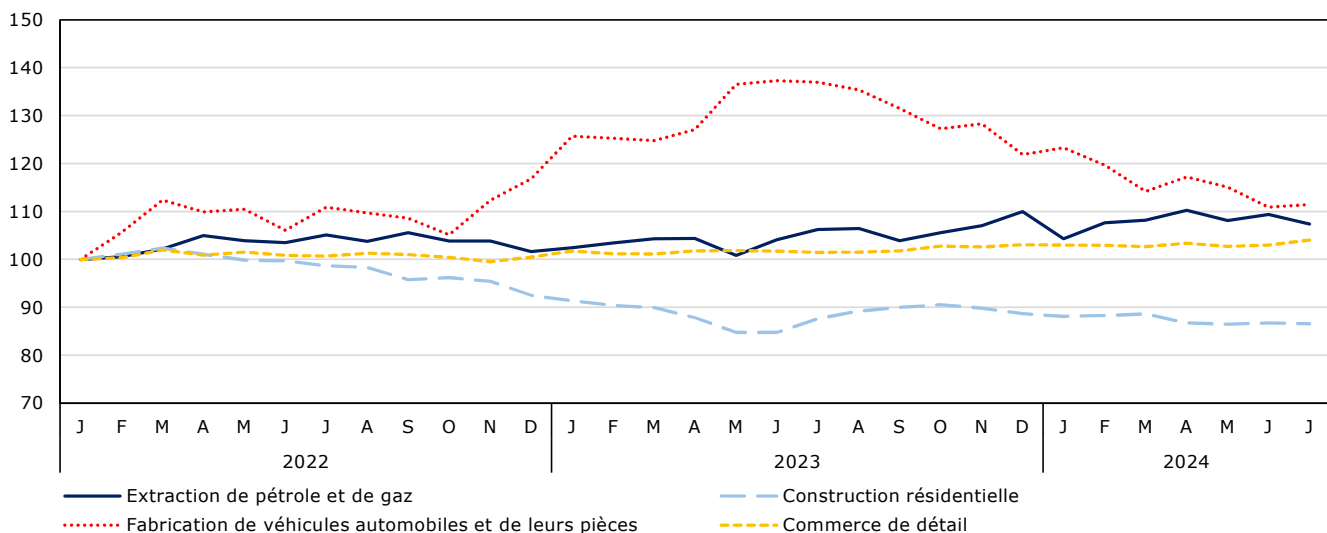
L'accroissement de l'activité dans le secteur public, découlant de l'augmentation de l'emploi dans les services d'enseignement, les soins de santé et l'assistance sociale ainsi que les administrations publiques, a été le principal facteur à l'origine de la croissance de la production dans l'ensemble de l'économie au cours du premier semestre de 2024. Les services de transport ont aussi contribué à la croissance au cours des premier et deuxième trimestres, stimulés par une augmentation dans le transport aérien en début d'année et une plus forte production des pipelines de pétrole à la fin du printemps, lorsque le réseau agrandi de Trans Mountain a été mis en service. Les volumes du secteur de la fabrication ont entraîné un ralentissement de la croissance de la production au cours des deux trimestres.

La production de l'ensemble de l'économie a augmenté au cours de quatre des six premiers mois de l'année 2024. La hausse du PIB réel en juin était supérieure de 1,3 % à celle du milieu de 2023, affichant une troisième hausse mensuelle consécutive au-dessus de la barre de 1 %. La production dans le secteur des services a augmenté de 1,9 % au cours de cette période de 12 mois, alors que la production dans le secteur des biens a diminué de 0,5 %.

Bien que des conditions météorologiques extrêmes aient perturbé la production en début d'année, l'extraction de pétrole et de gaz s'est intensifiée au cours du printemps. L'extraction de sables bitumineux a augmenté de février à avril avant que les travaux d'entretien dans des installations de valorisation n'aient une incidence sur la production en mai. En dépit d'une production plus forte en juin, la production en milieu d'année était inférieure de 1,8 % aux niveaux record enregistrés à la fin de 2023. Les activités de soutien à l'extraction minière et pétrolière et gazière ont rebondi au premier semestre en raison de l'augmentation des services de forage et de montage (graphique 4).

Graphique 4 Produit intérieur brut réel, industriel sélectionnés

indice (janvier 2022=100)



Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0434-01.

La production manufacturière a poursuivi sa baisse au cours du premier semestre de 2024 en raison des activités de réoutillage dans plusieurs usines de montage. La production des usines de montage et des fabricants de pièces a diminué pendant quatre des six premiers mois de l'année et, en juin, elle se situait à 9,0 % en deçà des niveaux observés à la fin de 2023. Une production plus faible chez les fabricants de produits métalliques transformés a aussi eu une incidence sur le volume de production industrielle au cours du premier semestre, tandis que la production des raffineries de pétrole a augmenté jusqu'au milieu de l'année après avoir été touchée par les activités d'entretien ayant eu lieu au début du printemps. Le volume total de fabrication observé en juin était inférieur de 3,9 % à son récent sommet enregistré en mai 2023.

Après avoir progressé en février et en mars, le secteur de la construction a ralenti vers le milieu de l'année. L'activité dans le secteur de la construction en juin était à son plus bas niveau en trois ans et demi. L'activité dans le secteur de la construction résidentielle a baissé au début du printemps et, en juin, est demeurée inférieure de 24 % au sommet atteint au printemps 2021. L'industrie de la construction (réparations) a affiché cinq baisses consécutives de février à juin, tandis que celle de la construction non résidentielle a légèrement diminué au printemps. Les travaux de génie civil ont augmenté de façon constante de janvier à mai avant de connaître une baisse au milieu de l'année.

Les volumes de vente au détail sont restés relativement inchangés au cours du premier semestre, la forte croissance en avril ayant été contrebalancée par des baisses marquées en mai. En juin, les volumes de vente au détail sont demeurés essentiellement les mêmes que ceux de décembre 2023, car l'activité plus faible des concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles au premier semestre a compensé la hausse des volumes de ventes des stations-service. L'activité des services d'hébergement et de restauration a augmenté au cours de la première moitié de l'année, stimulée par l'augmentation des volumes dans les services de restauration et les débits de boissons.

Après avoir enregistré des hausses appréciables successives en décembre 2023 et en janvier 2024, l'activité des services d'agents et de courtiers immobiliers a ralenti au cours des mois suivants avant de reprendre en juin. Au milieu de l'année, l'activité des agents et des courtiers était en hausse de 3,4 % par rapport au niveau enregistré à la fin de 2023, mais était toujours inférieure d'environ un tiers aux niveaux déclarés au début de 2022, avant que les taux d'intérêt ne commencent à augmenter. L'activité des services juridiques, qui découle en grande partie des transactions immobilières, s'est accrue au cours de cinq des six premiers mois de l'année.

La production de l'ensemble de l'économie a affiché une augmentation de 0,2 % en juillet, sous l'effet des hausses dans les industries du commerce de détail, de la finance et des assurances ainsi que du secteur public. La production dans le secteur de la fabrication a augmenté en juillet alors que la production a augmenté dans les usines de fabrication d'aliments et de produits chimiques. Le fléchissement des activités de construction a entraîné un ralentissement de la croissance au cours de ce mois, des baisses ayant été enregistrées dans les travaux de génie et la construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels. Mesurée d'une année à l'autre, la production à l'échelle de l'économie a augmenté de 1,5 % en juillet, en hausse par rapport au taux de 1,3 % enregistré en juin. La production pour le secteur des entreprises a augmenté à un taux de 1,1 % d'une année à l'autre en juillet, tandis que l'activité des industries du secteur non commercial a augmenté de 2,8 %.

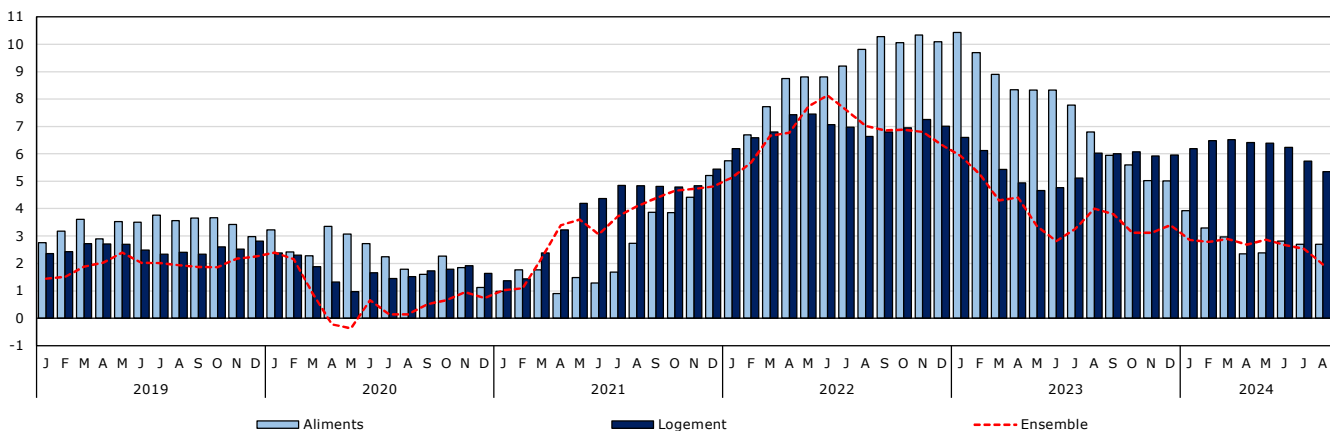
L'inflation des prix à la consommation ralentit pour atteindre la cible des 2 % en août

L'inflation des prix à la consommation a ralenti pour passer légèrement sous la barre des 3 % au début de 2024, fluctuant entre 2,9 % et 2,7 % de janvier à juin. Les variations annuelles des prix des biens durables de consommation sont devenues négatives au cours du premier semestre, tandis que l'augmentation des coûts d'intérêt hypothécaire et des prix de location a continué d'exercer une pression à la hausse sur le taux global. L'inflation des prix à la consommation a ralenti au cours des mois estivaux pour s'établir à 2 %, soit au point médian de la fourchette cible de l'inflation de la Banque du Canada en août. Si on exclut les coûts du logement, la croissance annuelle des prix à la consommation s'est établie en moyenne à 1,3 % au cours des huit premiers mois de 2024.

L'inflation des prix des aliments s'est atténuée au cours du premier semestre, soit de 3,9 % en janvier à 2,3 % en avril, avant d'afficher une légère hausse au cours du printemps et de l'été. L'augmentation annuelle des prix des produits d'épicerie est passée légèrement sous la barre des 2 % au cours de la période de mars à mai, avant d'accélérer pour atteindre 2,4 % en août (graphique 5). Les augmentations annuelles des prix dans les restaurants ont diminué au cours des huit premiers mois de 2024 pour passer sous la barre des 4 % en juillet et août³.

Graphique 5
L'Indice des prix à la consommation

variation en pourcentage sur 12 mois



Source : Statistique Canada, tableau 18-10-0004-01.

L'inflation des prix du logement a continué d'augmenter au début de 2024. Les frais de logement, mesurés d'une année à l'autre, ont augmenté de 6,2 % en janvier, puis de 6,5 % en février et en mars. La croissance annuelle des prix a légèrement diminué pour s'établir à 6,4 % en avril et en mai avant de ralentir au cours de l'été. Les frais de logement en août ont été supérieurs de 5,3 % à ceux d'août 2023⁴.

Les coûts d'intérêt hypothécaire et les prix de location plus élevés continuent d'être les principales sources de pression inflationniste. Les coûts de l'intérêt hypothécaire ont augmenté de 18,8 % au cours des 12 mois se terminant en août, passant légèrement sous la barre des 20 % pour la première fois en

3 Pour obtenir des renseignements sur la mesure des prix des aliments, veuillez consulter l'article [Des rayons aux statistiques : un aperçu de la mesure des prix des aliments pour l'Indice des prix à la consommation](#).

4 Pour une analyse comparative des différentes approches pour la mesure du logement en propriété, veuillez consulter l'article [Évaluation de différentes approches pour la mesure du logement en propriété dans l'Indice des prix à la consommation](#).

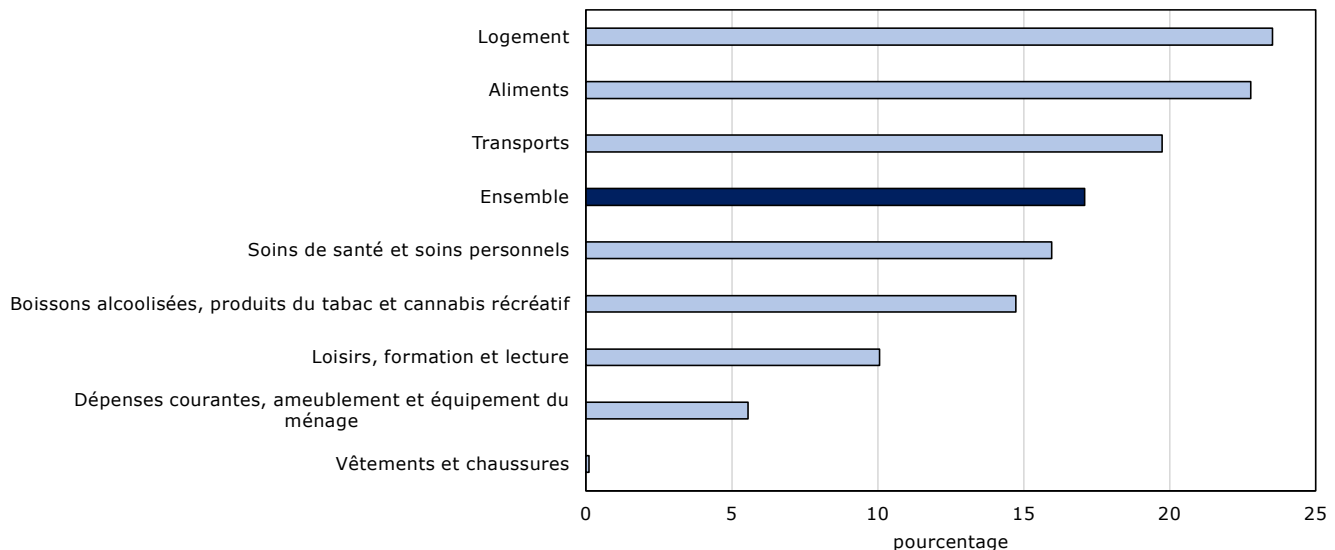
20 mois alors que les propriétaires continuent de s'adapter à l'évolution des taux d'intérêt. La croissance annuelle des prix des logements loués, qui tient compte des nouveaux baux et des baux existants, a augmenté pour s'établir à 8,6 % en août, hausse qui a égalé celle atteinte en mai. En revanche, les variations annuelles des prix pour les coûts de remplacement par le propriétaire, qui rendent partiellement compte des prix des logements neufs, sont restées négatives pour un 16^e mois consécutif.

Les variations des prix des biens ont contribué à atténuer la hausse globale des prix. La croissance des prix des biens, mesurée d'une année à l'autre, a connu un ralentissement au cours de la première moitié de l'année, passant de 1,3 % en janvier à 0,3 % en juin avant de devenir négative en août (-0,7 %). Les prix des véhicules automobiles ont diminué d'une année à l'autre de juin à août, tandis que les variations annuelles des prix des appareils ménagers ont enregistré une baisse pour un 17^e mois consécutif.

Même si l'inflation globale a baissé jusqu'au point médian de la fourchette cible, les augmentations cumulatives des prix qui ont eu lieu au cours des trois années et demie depuis que les pressions inflationnistes ont commencé à se faire sentir ont occasionné des défis permanents en matière d'abordabilité pour de nombreuses familles⁵. De janvier 2021 à août 2024, l'Indice des prix à la consommation (IPC) d'ensemble a augmenté de 17,1 %, ce qui équivaut à l'augmentation cumulative du taux global enregistrée au cours des 10 années précédant 2021. Les augmentations cumulatives des prix depuis le début de 2021 ont été plus prononcées pour les biens essentiels pour les ménages, dont la nourriture et le logement. Les frais de logement ont augmenté de 23,5 % depuis le début de 2021, tandis que les prix des aliments ont augmenté de 22,8 % (graphique 6). Les prix des autres composantes de l'IPC ont enregistré une croissance beaucoup plus lente. Les prix de la composante des dépenses courantes, de l'ameublement et de l'équipement du ménage ont augmenté près de 6 % depuis que l'inflation a commencé à augmenter, tandis que les prix de la composante de l'habillement et des chaussures sont demeurés essentiellement inchangés.

Graphique 6

Augmentation cumulée de l'indice des prix à la consommation par grande composante, janvier 2021 à août 2024



Source : Statistique Canada, tableau 18-10-0004-01.

5 Pour obtenir plus de renseignements sur les pressions sur le coût de la vie, veuillez consulter [Le Quotidien – Près de la moitié des Canadiennes et des Canadiens déclarent que la hausse des prix a une grande incidence sur leur capacité d'assumer leurs dépenses quotidiennes](#).

Les prix des producteurs ont légèrement augmenté au cours de la première moitié de l'année, la hausse des prix de l'énergie et des métaux industriels ayant contribué à leur augmentation. Les prix des produits industriels, qui mesurent les prix que les producteurs obtiennent lorsque les produits quittent l'usine, ont augmenté de 2,9 % d'une année à l'autre en juin 2024, affichant une troisième hausse mensuelle consécutive en territoire positif. Le prix des matières brutes utilisées par les fabricants a augmenté de 7,2 % au cours de la période de 12 mois ayant pris fin en juin. Les prix des matières premières et ceux des produits industriels ont tous deux diminué au cours de l'été.

Les obstacles liés aux coûts continuent d'obscurcir les perspectives de nombreuses entreprises. Au cours des premier et deuxième trimestres, plus de la moitié des entreprises s'attendaient à ce que la hausse de l'inflation continue d'être un obstacle à court terme, tandis qu'environ 4 entreprises sur 10 s'attendaient à ce que la hausse des taux d'intérêt et des coûts liés à la dette constitue un obstacle⁶. Le nombre d'entreprises prévoyant ces obstacles a diminué au troisième trimestre, mais demeure élevé. Les entreprises continuent de revoir leurs prévisions en matière de prix à mesure que les pressions liées aux coûts évoluent. Au premier et au deuxième trimestre, environ 1 entreprise sur 4 a déclaré qu'elle prévoyait augmenter les prix de vente de ses biens et services au cours des trois prochains mois; au troisième trimestre, une entreprise sur cinq prévoyait de le faire.

Ralentissement de la croissance de l'emploi chez les employés du secteur privé

L'emploi a augmenté de 192 000 durant le premier semestre de 2024 en raison d'augmentations dans l'emploi en janvier, en février et en avril. Les hausses nettes parmi les employés du secteur privé ont été modestes pendant le premier semestre, représentant environ 40 % de la croissance cumulative. L'emploi a augmenté dans le secteur des services de santé et d'assistance sociale (+85 000) ainsi que dans celui de la finance, des assurances, des services immobiliers et services de location et de location à bail (+75 000). Plus des deux tiers des hausses cumulatives de l'emploi au cours du premier semestre étaient liées au travail à temps partiel.

L'emploi global a peu varié de mai à août, car la croissance de l'emploi chez les employés du secteur public a ralenti. L'emploi dans le secteur privé a fluctué au cours de l'été, les pertes d'emplois en juillet ayant été neutralisées par l'augmentation de l'emploi en août.

6 Pour obtenir plus de renseignements sur les obstacles et les attentes à court terme des entreprises, veuillez consulter [Le Quotidien – Enquête canadienne sur la situation des entreprises, troisième trimestre de 2024](#).

Graphique 7
Emploi selon la catégorie de travailleur, variation de pourcentage d'année en année

pourcentage

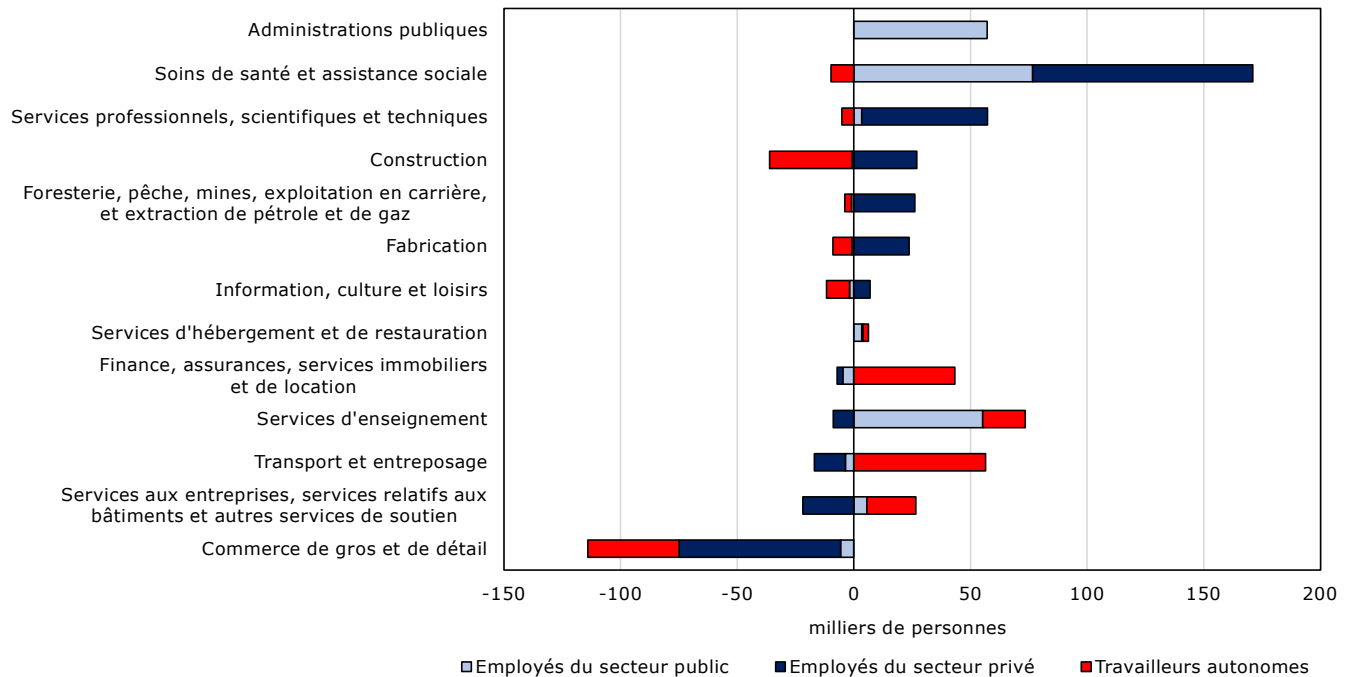


Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0288-01.

La progression de l'emploi dans le secteur privé a ralenti de façon marquée au cours de la dernière année (graphique 7). Au cours de la période de 12 mois se terminant en août, le nombre d'employés du secteur privé a augmenté de 1,0 %, tandis que le nombre d'emplois dans le secteur public a augmenté de 4,3 %. L'augmentation de l'emploi dans le secteur public représentait près de 60 % de l'augmentation totale de l'emploi au cours des 12 derniers mois. Les industries ayant enregistré des hausses notables du nombre d'emplois dans le secteur privé au cours de cette période (données non désaisonnalisées) comprenaient les soins de santé et l'assistance sociale de même que les services professionnels, scientifiques et techniques, tandis que le nombre d'employés du secteur privé du commerce de gros et de détail a diminué (graphique 8)⁷.

⁷ Les données sur les variations de l'effectif des salariés au cours de la dernière année montrent également la mesure dans laquelle la croissance de l'emploi s'est concentrée dans les secteurs de la fonction publique. De juillet 2023 à juillet 2024, le nombre d'emplois salariés dans les industries des services d'enseignement, des soins de santé et de l'assistance sociale ainsi que des administrations publiques a augmenté de 180 000, dépassant ainsi la croissance de l'emploi salarié total (+158 000). Le nombre d'emplois salariés dans le commerce de détail, dans les services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement, dans l'hébergement et les services de restauration et dans la fabrication a diminué sur une période de 12 mois.

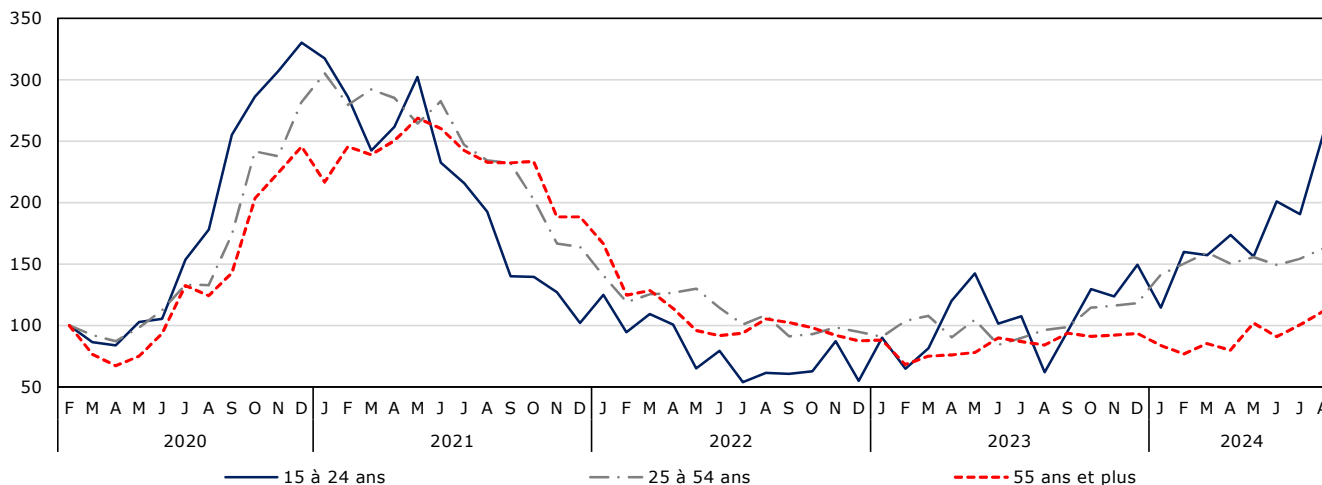
Graphique 8 Variation nette de l'emploi par catégorie de travailleurs, août 2023 à août 2024, industriel sélectionnés



Le chômage a poursuivi sa tendance à la hausse au cours de la première moitié de 2024 et des mois estivaux. Le taux de chômage a augmenté pour passer de 5,7 % en janvier à 6,6 % en août. Il y avait 1,46 million de personnes au chômage en août, en hausse de 272 000, ou de 22,9 %, par rapport à août 2023. Les périodes de chômage plus longues ont également augmenté à mesure que les conditions du marché du travail se sont resserrées. Les personnes qui ont été au chômage pendant au moins 27 semaines représentaient 19,6 % de l'ensemble des chômeurs en août, en hausse par rapport à 13,2 % en août 2023. Au cours de la dernière année, les périodes de chômage plus longues ont augmenté parmi les jeunes et les travailleurs du principal groupe d'âge actif (graphique 9).

Graphique 9 Indice des personnes qui cherchent du travail ou qui ont été mises à pied temporairement pendant 27 semaines ou plus

indice (février 2020=100)



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0342-01.

L'été de 2024 a été particulièrement difficile pour les étudiants à la recherche d'un emploi. De mai à août 2024, le taux de chômage des étudiants retournant aux études était de 16,7 % en moyenne – soit le taux le plus élevé depuis 2012, à l'exclusion de la première année de la pandémie.

Le taux d'emploi, soit le pourcentage de personnes en âge de travailler qui sont occupées, a poursuivi sa tendance à la baisse alors que la population en âge de travailler augmente à un rythme soutenu. Le taux d'emploi a baissé pour passer de 61,6 % en janvier à 60,8 % en août à la suite de la baisse observée dans sept des huit premiers mois de l'année⁸. Chez les jeunes, ce taux est passé de 56,0 % à 53,7 %, principalement en raison de la baisse chez les jeunes hommes.

Les tendances de la demande non satisfaite en main-d'œuvre sont à la baisse sous l'effet de la croissance marquée des salaires

Le nombre de postes vacants a poursuivi sa tendance à la baisse au cours du premier semestre de 2024, passant de 662 900 en janvier à 549 300 en juin. La baisse du taux de postes vacants était généralisée dans l'ensemble des industries, des diminutions marquées ayant été enregistrées dans les services d'hébergement et de restauration. Le nombre de postes vacants à la mi-année avait diminué de 45 % par rapport au sommet d'un peu plus de 1 million atteint au printemps 2022. Plus de 70 % de la diminution du nombre de postes vacants au cours de la dernière année était attribuable aux postes exigeant un diplôme d'études secondaires ou un niveau de scolarité inférieur⁹.

⁸ Le taux d'emploi s'est situé à 62,4 % au début de 2023 après avoir suivi une tendance à la hausse en 2021 et en 2022.

⁹ Pour obtenir un aperçu des variations de la composition des postes vacants selon la profession, veuillez consulter l'article [Le Quotidien – Postes vacants, deuxième trimestre de 2024](#).

Le ratio chômeurs-postes vacants a légèrement augmenté en juin pour atteindre 2,6, ce qui représente une cinquième hausse mensuelle consécutive¹⁰. Le taux de postes vacants s'est établi à 3,1 % au milieu de l'année, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne pré-pandémie observée en 2019. Le nombre de postes non pourvus a baissé pour atteindre à 526 900 en juillet, tandis que le ratio chômeurs-postes vacants a légèrement augmenté pour se situer à 2,7. Le taux de postes vacants a légèrement baissé pour s'établir à 3,0 %.

La croissance moyenne des salaires offerts, mesurée d'une année à l'autre, est restée forte au cours du premier semestre de 2024. Les salaires offerts pour les postes vacants ont augmenté de 7,3 % au premier trimestre et de 6,8 % au deuxième trimestre. Le salaire horaire moyen de tous les employés en juin a augmenté de 5,4 % par rapport à celui enregistré au milieu de 2023, tandis que la croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne des employés rémunérés au cours des 12 mois ayant pris fin en juin était de 4,2 %¹¹. Le revenu disponible des ménages, qui inclut également le revenu net des propriétés et le revenu net provenant des transferts, a augmenté de 7,0 % au cours des quatre derniers trimestres.

Le ratio de la dette au revenu disponible des ménages poursuit sa tendance à la baisse

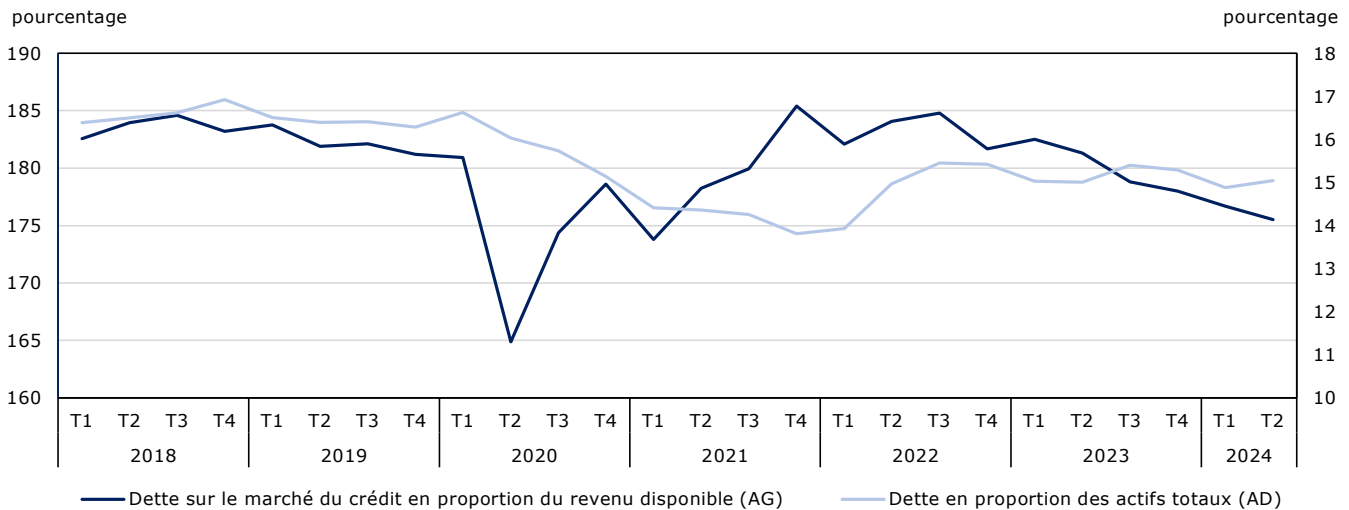
Après avoir augmenté de 588,5 milliards de dollars au premier trimestre, la valeur nette des ménages s'est accrue de 42,4 milliards de dollars au deuxième trimestre sous l'effet de l'assouplissement des marchés financiers et du logement. Au milieu de l'année, la valeur nette des ménages (17,0 billions de dollars) était supérieure de 37,6 % à son niveau d'avant la pandémie. La valeur nette moyenne par ménage est restée stable, s'établissant à un peu plus d'un million de dollars au deuxième trimestre¹².

10 Le ratio s'est établi à 1,0 au milieu de 2022 lorsque le marché du travail a connu des niveaux historiques de resserrement.

11 Pour obtenir des renseignements sur l'analyse et l'interprétation des données sur le revenu provenant de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail et de l'Enquête sur la population active, veuillez consulter [Rémunération et salaire – Guide d'utilisation des indicateurs de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail et de l'Enquête sur la population active](#).

12 Au début de l'année 2024, les ménages de la tranche supérieure de 20 % représentaient environ les deux tiers du patrimoine des ménages. Pour obtenir plus de renseignements sur la distribution du revenu, de la consommation, de l'épargne nette et du patrimoine des ménages, veuillez consulter [Le Quotidien – Comptes économiques du secteur des ménages canadiens répartis selon le revenu, la consommation, l'épargne et le patrimoine, premier trimestre de 2024](#).

Graphique 10 Indicateurs d'endettement des ménages



Notes : AD signifie axe de gauche et AD signifie axe de droite. Les estimations de la dette sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible sont corrigées des variations saisonnières ; les estimations de la dette en proportion des actifs totaux ne sont pas corrigées des variations saisonnières.

Sources : Statistique Canada, tableaux 38-10-0238-01 & 38-10-0235-01.

Les emprunts des ménages sur le marché du crédit aux ménages ont ralenti, passant de 27,5 milliard de dollars au premier trimestre, se chiffrant à 25,1 milliards de dollars au deuxième. Les emprunts sur le marché du crédit au milieu de 2024 étaient inférieurs de plus de 50 % aux niveaux observés au début de 2022 lorsque les taux d'intérêt ont commencé à augmenter. Le ratio de la dette des ménages sur le marché du crédit par rapport au revenu disponible a continué de diminuer légèrement pendant la première moitié de l'année, passant de 176,7 % au premier trimestre à 175,5 % au deuxième trimestre (graphique 10). Le ratio du service de la dette des ménages était de 14,97 % au milieu de 2024, un niveau comparable à ceux des cinq trimestres précédents. La forte croissance des revenus des ménages au cours de cette période a permis de compenser l'augmentation des obligations liées au service de la dette.

Bibliographie

Fradella, A. 2024. *Des rayons aux statistiques : un aperçu de la mesure des prix des aliments pour l'Indice des prix à la consommation*. Série analytique des prix. Produit n° 62F0014M au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.

Kirubakaran, E. et Bernard, A. 2024. *Rémunération et salaire – Guide d'utilisation des indicateurs de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail et de l'Enquête sur la population active*. Statistiques sur le travail : Documents techniques. Produit n° 75-005-M au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.

Leung, D. et Macdonald, R. 2022. *Rémunération réelle et productivité au cours de la pandémie de COVID-19*. Rapports économiques et sociaux. Produit n° 36-28-0001 au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada. DOI : <https://doi.org/10.25318/36280001202201000002-fra>.

Sabourin, P. et Tarkhani, F. 2024. *Évaluation de différentes approches pour la mesure du logement en propriété dans l'Indice des prix à la consommation*. Série analytique des prix. Produit n° 62F0014M au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : Statistique Canada.

Statistique Canada. 2024. *De la recherche aux connaissances : défis et occasions en matière d'innovation, d'adoption de technologies et de productivité*. Une série de présentations de Statistique Canada sur l'économie, l'environnement et la société. Produit n° 11-631-X au catalogue de Statistique Canada. 24 juillet 2024.